



Royaume du Maroc
Conseil consultatif des droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CCDH DANS LA PRESSE NATIONALE

Du 01 au 03 Janvier 2010

من 01 إلى 03 يناير 2010

استعراض خطة العمل الوطنية في مجال حقوق الإنسان خلال لقاء بتطوان



تطوان (و.م.ع): تم يوم الجمعة بتطوان استعراض خطة العمل الوطنية في مجال الديمقراطية وحقوق الإنسان بالمغرب، وذلك خلال لقاء حول «الحكامة والجهوية» وخلال الجلسة الافتتاحية لهذا اللقاء، المنظم من طرف لجنة الإشراف على مسلسل إعداد هذه الخطة بمشاركة مع المنتدى المتوسطي من أجل المواطنة، ألقى عدد من الخبراء مداخلات لتسليط الضوء على معالم هذه الخطة التي أشركت الحكومة في إعدادها المجتمع المدني والفاعلين المحليين وعلى الخصوص بمنطقة الشمال.

ويترجم لقاء تطوان، الذي يستمر يومين، في إطار مسلسل إعداد خطة العمل الوطنية في مجال الديمقراطية وحقوق الإنسان والعمل التشاوري والتفكير الذي يرافقها. ويحسب مركز التوثيق والإعلام في مجال حقوق الإنسان، فإن هذا اللقاء يستجيب أيضا للاقتضيات التي تم التعبير عنها على الصعيد المحلي والحاجة لتعبئة وتوسيع التشاور والنقاش حول هذا المسلسل، وعلى الخصوص حول محور «الديمقراطية والحكامة المحلية».

ويمكن الموضوع الذي اختير للقاء بتطوان «الحكامة والجهوية في إطار خطة العمل الوطنية في مجال حقوق الإنسان»، المشاركين الذين قدموا من عدد من مدن شمال المملكة، من متابعة عروض ونقاش غني حول ضرورة النهوض بهذين المفهومين. كما تعرفوا على الأهداف الخاصة لخطة العمل الوطنية في مجال حقوق الإنسان، لاسيما ضرورة النهوض بكونية واستقلالية وشمولية حقوق الإنسان، عبر إدماج الحقوق المدنية والسياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية، وكذا الحق في التنمية.

وحددت لجنة الإشراف على مسلسل إعداد هذه الخطة، بعد المشاورات على الصعيدين الجهوي والوطني، أربعة محاور موضوعاتية تشكل موضوع النقاشات داخل مجموعات العمل وتمثل في الديمقراطية والحكامة، والإطار المؤسساتي والقانوني، والحقوق الموضوعاتية والقانونية، وكذا مقارنة حقوق الإنسان والتنمية البشرية.

ويستجيب مشروع إعداد خطة العمل الوطنية في مجال حقوق الإنسان، حسب المشرفين عليها، لهاجس وضع استراتيجية شاملة ومهيكلية تنوحي النهوض بحقوق الإنسان وحمايتها، وتسمح بالتوفر على إطار ملائم يمكن من جرد وتنسيق جميع الأنشطة التي تم إنجازها في مجال حقوق الإنسان.

DROITS DE L'HOMME

Poursuite de la mise en œuvre des recommandations de l'IER

L'année a été marquée par le progrès enregistré au niveau du traitement du dossier de l'insertion sociale des anciennes victimes

ABDELWAHED RMICHE

En matière des droits de l'Homme, l'année 2009 a été marquée par la poursuite des efforts menés depuis plusieurs années pour renforcer l'Etat de droit, à travers notamment la mise en œuvre des recommandations de l'IER. A cet égard, le Conseil consultatif des Droits de l'Homme, souligne le « parachèvement de tous les aspects relatifs à l'indemnisation des individus ayant souffert des violations graves des droits de l'Homme dans le passé ». Le comité ad hoc créé à cet effet a pu boucler également les dossiers de la couverture médicale au profit des victimes ou de leurs ayants

droit. L'année qui s'achève a été marquée également par le progrès enregistré au niveau du traitement du dossier de l'insertion sociale des anciennes victimes des violations graves des droits de l'Homme. Un dossier des plus difficiles, selon le CCDH, mais qui a pu être réglé à la faveur de l'appui du gouvernement « Nous avons pu surmonter toutes les difficultés. Un progrès significatif a été enregistré et les résultats seront rendus publics prochainement », affirme-t-on du côté du Conseil.

S'agissant de la mise en œuvre des recommandations relatives à la réparation communautaire, il y a lieu de souligner que 30 projets sont en cours d'exécution et que plusieurs autres projets seront approuvés par le CCDH au cours des premiers mois de l'année 2010. Ce qui portera le nombre total des projets opérationnels relatifs à la réparation communautaire à environ 100.

L'année 2009 aura été mar-

quée également par l'installation du comité chargé du suivi de la mise en œuvre de la plateforme citoyenne de promotion de la culture des droits de l'Homme. La mise en place de ce comité le 28 octobre 2009 fait suite à un processus d'élaboration lancé officiellement le 26 février 2007.

Le comité chargé du suivi de la mise en œuvre de la plateforme, comprend les représentants des départements ministériels, des institutions nationales dont le CCDH, des représentants de l'université marocaine, des médias et de la société civile. Il est chargé d'élaborer et de coordonner la mise en œuvre de la plateforme citoyenne pour la promotion de la culture des droits de l'Homme.

Concrètement, ce comité va devoir notamment superviser l'élaboration de la plateforme en collaboration avec l'ensemble des acteurs concernés, définir la stratégie de mise en œuvre et les moyens budgétaires, matériels et humains, nécessaires à sa concrétisation et assurer le pilotage institutionnel et opérationnel de la plateforme par la coordination et la régulation des activités en cohérence avec les orientations et les décisions validées par le conseil d'orientation.

Il devra en outre assurer le suivi/évaluation de la mise en œuvre de la plateforme, en coordination avec les acteurs institutionnels impliqués et initier les actions nécessaires en vue d'impliquer l'ensemble des composantes de la société.

Mais si le CCDH s'enorgueillit des réalisations enregistrées, toutes les associations de défenses des droits de l'hom-

LES CLÉS

Repères

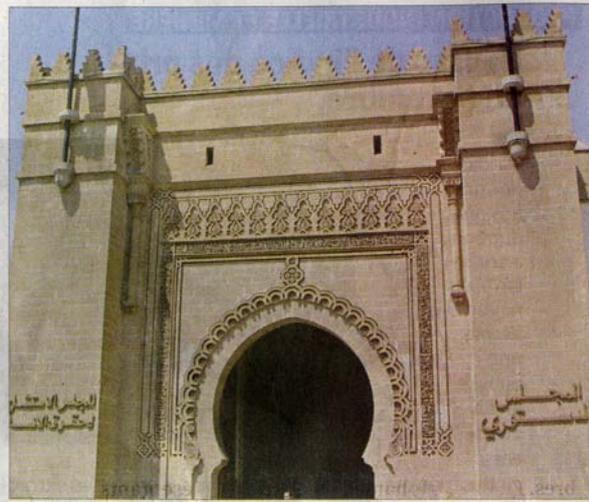
- L'installation du comité chargé du suivi de la mise en œuvre de la plateforme citoyenne de promotion de la culture des droits de l'Homme.

- S'agissant de la mise en œuvre des recommandations relatives à la réparation communautaire, il y a lieu de souligner que 30 projets sont en cours d'exécution.

- La justice qui est le socle de l'Etat de droit a vu sa réforme engagée en cette année.

me ne partagent pas ce sentiment de satisfaction. L'exemple du Forum Vérité et Justice (FVJ) est très instructif à cet égard. Le FVJ estime en effet que certes des avancées ont été enregistrées, mais « la mise en œuvre des recommandations reste « entachée de lacunes ». Pour le Forum, Pour tourner la page des violations graves des droits de l'Homme, les réformes constitutionnelles, du code de la presse et du code pénal que l'Instance Equité et réconciliation avait recommandées doivent se concrétiser.

Mais au-delà des appréciations des uns et des autres concernant le travail effectué par le CCDH pour la mise en œuvre des recommandations de l'IER, 2009 restera comme une année charnière pour les droits de l'Homme au Maroc. Et pour cause. La justice qui est le socle de l'Etat de droit a



vu sa réforme engagée en cette année. Dans son discours à l'occasion du 56^e anniversaire de la Révolution du Roi et du Peuple Sa Majesté le Roi Mohammed VI avait tracé les grandes lignes de la réforme de ce secteur vital.

Par ailleurs, le Maroc qui appréhende les droits de l'homme dans leur globalité a accordé en 2009 une importance accrue de la promotion des droits économiques, sociaux et culturels. Aussi, le vaste chantier de lutte contre la marginalisation, l'exclusion et la pauvreté, qu'est l'INDH, a vu plusieurs de ses programmes se concrétiser.

Des milliers de populations défavorisées ont pu ainsi avoir accès aux soins de santé, à l'éducation, au logement décent et salubre, à l'emploi et à toutes les infrastructures qui leur permettent de vivre dignement. ■

“ *Au-delà des appréciations des uns et des autres concernant le travail effectué par le CCDH pour la mise en œuvre des recommandations de l'IER, 2009 restera comme une année charnière pour les droits de l'Homme au Maroc.* ”

Réparation communautaire

Le Conseil consultatif des droits de l'Homme, organise en coopération avec la Fondation de la Caisse de Dépôt et de Gestion et avec l'appui de la délégation de l'Union européenne, les 17 et 18 juillet 2009, une journée d'évaluation interne du programme de réparation communautaire.

Le programme de réparation communautaire est mis en œuvre dans le cadre du suivi des recommandations de l'IER. C'est un programme destiné à certaines régions et communautés considérées comme ayant pâti collectivement, de manière directe ou indirecte, des violations graves des droits de l'Homme perpétrées dans le passé.

La réparation communautaire intègre une dimension de réconciliation basée sur

la reconnaissance de la responsabilité de l'Etat, et la réhabilitation de la confiance en ses structures et ses institutions. Le programme de réparation communautaire concerne les provinces de Figuig, Errachidia, Ouarzazate, Zagora, Tantan, Azilal, Khémisset, Hay Mohammadi, Ain Sbaa, Al Houceima, Nador et Khénifa. Il s'articule autour de quatre axes principaux : le renforcement des capacités des acteurs locaux, la préservation positive de la mémoire, l'amélioration des conditions de vie des populations (l'amélioration des services, le développement des sources de revenus supplémentaires, la protection de l'environnement, le désenclavement des régions...) et la promotion des droits humains des femmes.

معارضوه اعتبروا انتخابه حلقة في مسلسل التطبيع مع السلطة

المانوزي: تم طي الملف الحقوقي وسيتم حشد دعم الأحزاب حول مصير شركة بنزكري

عبدالله سخير



مصطفى المانوزي

بوات التشكيلة الجديدة للمكتب التنفيذي للمنتدى المغربي من أجل الحقيقة والإنصاف مصطفى المانوزي، ابن عم المختطف مجهول المصير حسين المانوزي، رئيسا للمنتدى خلفا لمحمد الصبار الذي أنهى ولايته الثانية. وحصل المانوزي خلال أطوار انتخاب تشكيلة المكتب، التي جرت مساء أول أمس الأربعاء بمقر المنتدى بالدار البيضاء، على 9 أصوات مقابل 5 أصوات حصل عليها منافسه عبد الباقي اليوسفي، عن مكون النهج الديمقراطي، الذي تم انتخابه نائبا للرئيس.

كما تم انتخاب حسن العلوي، عضو المكتب السياسي للبدليل الحضاري المنحل، أمينا للمال ونائبه عبد الله اعكاو عن مجموعة تازمامارت.

وجول أهم الأجندة والمشاريع التي ستطبع «جمعية ضحايا سنوات الرصاص» خلال الولاية الجديدة، اعتبر المانوزي أن المرحلة الحقوقية في شقها العام استنفدت أدوارها، مشيرا في تصريح له «المساء» إلى أن مطالب الحقيقة والمساءلة و عدم تكرار ما جرى من انتهاكات جسيمة لحقوق الإنسان تبقى مطالب مرتبطة بالثق السياسي ويتوجب من أجل الخوض فيها فتح نقاش عمومي ومباشر مع الأحزاب السياسية من أجل انخراطها في بلورة تصور حول الحد الأدنى المتعلق بتفعيل توصيات هيئات الإنصاف والمصالحة.

بتطبيع المنتدى مع الدولة، مشيرا إلى أن معالم هذا التطبيع ستتضح في الأيام المقبلة.

وأشار المصدر ذاته إلى أن المرحلة السابقة من عمر المنتدى التي قادها الصبار، الذي ينتمي لمكون الطلبة، كانت مرحلة تطبيع الدولة مع المنتدى، وأنه عمل طيلة تلك الفترة على استبعاد المطالب الجوهرية التي تأسس عليها المنتدى، والمتعلقة بضرورة اعتذار الملك للضحايا وإعمال مبدأ عدم الإفلات من العقاب في حق مسؤولي الدولة الذين ثبت تورطهم في انتهاكات جسيمة لحقوق الإنسان ومطلب القطع مع ماضي الانتهاكات من خلال الإصلاحات السياسية والدستورية.

وأبرز المصدر ذاته أنه خلال المرحلة الماضية حدثت أشياء مثيرة كان أبرزها اللقاء الذي عقده الصبار مع كاتب الدولة آنذاك فؤاد عالي الهمة، وهو نفس المسار الذي سلكه الراحل إدريس بنزكري عندما كان رئيسا للمنتدى، والذي توج بتعيينه من لدن الملك رئيسا لهيئة الإنصاف والمصالحة قبل تنصيبه على رأس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، وهو المنصب الذي ظل يشغله إلى أن وافته المنية. أما ثاني شيء مثير صدر عن رئيس المنتدى السابق الصبار وهو دعوته إلى حل المنتدى بدعوى أنه استنفد أدواره التي تأسس من أجلها، وهو ما اعتبره مراقبون إجهازا على هوية جمعية ضحايا الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان.

إلى مساعلة الدولة مباشرة من خلال دعوة الأحزاب السياسية إلى قراءة تلك التوصيات وفتح نقاش عمومي حولها. كما سيجري التحضير لعقد المناظرة الوطنية الثالثة حول الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان وإجراء تقييم شامل لمختلف الأطوار التي مر منها هذا المسلسل الحقوقي. وفي أول رد فعل له على انتخاب المانوزي، المحسوب على مكون الاتحاد الاشتراكي، رئيسا للمنتدى، اعتبر قيادي بالنهج الديمقراطي ومؤسس للمنتدى أن انتخاب هذا الأخير يعد حلقة لإتمام عملية ما يمكن تسميته

وأوضح المانوزي بأنه سيعمل رفقة أعضاء المكتب الجديد للمنتدى على تاهيل الأحزاب حتى تقتنع بالانخراط في هذا المشروع، الذي يمكن اعتباره مقدمة لبناء وحدة اليسار بصفته معبرا سياسيا عن المجتمع المغربي.

ويبقى أهم مستجد سيطبع المرحلة الجديدة من عمر المنتدى، الذي مر على تأسيسه ما يزيد عن ثمان سنوات، هو نقل مطلب المساعلة حول تفعيل توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة من مستوى المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان

الإنصاف والمصالحة.. فرصة قد تضيع



هيئة الإنصاف والمصالحة فتحت صفحة الماضي دون الوصول إلى الحقيقة

إسماعيل روجي

شكل القرار الملكي بإحداث هيئة الإنصاف والمصالحة، في 3 نونبر 2003، إشارة قوية في اتجاه تصالح المغرب مع ماضيه الحقوقي، الذي تميز بكثير من التجاوزات التي وثقتها شهادات الضحايا أمام فرق عمل الهيئة. وبعد رحيل ادريس بنزكري ظلت التوصيات الصادرة عن الهيئة، وبعد مرور أكثر من أربع سنوات على نشر التقرير النهائي، حبيسة الأوراق التي كتبت عليها، بسبب وجود جيوب مقاومة تدفع في اتجاه عدم تطبيق تلك التوصيات، خاصة تلك المتعلقة منها بالجانب الأمني، وتأهيل وتوضيح الإطار القانوني والنصوص التنظيمية المتعلقة بصلاحيات وتنظيم مسلسل اتخاذ القرار الأمني، وطرق التأهل أثناء العمليات، وأنظمة المراقبة وتقييم مل الأجهزة الاستخباراتية والسلطات

الإدارية المكلفة بحفظ النظام، أو تلك التي لها سلطة استعمال القوة العمومية، وهو الأمر الذي لم يحدث إلى حدود اليوم، بل سجل المراقبون للشأن الحقوقي تراجعاً حتى عن المكاسب الحقوقية التي تحققت خلال نهاية التسعينيات، خاصة بعد أحداث 16 ماي، التي تلتها اعتقالات واسعة دون وجود أي ضمانات قانونية بسبب الارتباك الذي حصل للأجهزة الأمنية بعد الأحداث الإرهابية التي شهدتها مدينة الدار البيضاء، إضافة إلى التدخلات العنيفة التي تقودها الشرطة والقوات المساعدة ضد حملة الشهادات المعطلين بشكل شبه يومي أمام مقر البرلمان بالرباط، وكذلك ضد نشاط حقوق الإنسان من الحساسيات اليسارية بالمدن المهمشة، كما حصل أخيراً بمدينة تغجيجت.

هذه الانتكاسة التي سجلت في ملف حقوق الإنسان في المغرب خلال الخمس سنوات الأخيرة جعلت رفاق بنزكري السابقين في

هيئة الإنصاف والمصالحة، بمن فيهم الذين أصبحوا قريبين من دوائر صنع القرار، يخرجون عن صمتهم لمطالبة أحمد حرزني، الذي "استأنه" بنزكري على توصيات الهيئة، بتفعيل تلك التوصيات، على اعتبار تقرير هيئة الإنصاف والمصالحة يشكل وثيقة مرجعية وطنية كان من المفترض أن تعمل الحكومة على إدماج توصياتها وخلصاتها في النسيج الثقافي الوطني، وفي المنظومة التعليمية والتكوين المستمر لأعوان السلطة ورجال الأمن والقضاة، وكذا مساعدي القضاء والموظفين بالمؤسسات السجنية.

ويرى المنتفعون لأوضاع حقوق الإنسان أن الملف الحقوقي إذا استمر تديره بالطريقة نفسها التي دبر بها خلال الخمس سنوات الماضية ربما ستكون البلاد محتاجة، خلال السنوات المقبلة، لنسخة ثانية لهيئة الإنصاف والمصالحة من أجل التحقيق في الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان.